



DÉCISION DU MAIRE
N° DEC2024-051
 PRISE EN VERTU DES
 POUVOIRS DÉLÉGUÉS PAR LE
 CONSEIL MUNICIPAL

OBJET : Virement de crédits pour l'achat de tapis de regroupement pour l'école maternelle

Le Maire de la ville de Semoy,

Vu l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales qui donne au Conseil Municipal la possibilité de déléguer au Maire, pour la durée de son mandat, certaines attributions,

Vu l'article L.2122-23 qui en précise les conditions d'exécution,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°85-22 en date du 13 décembre 2022 adoptant le règlement financier et budgétaire et autorisant les virements de crédits,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 en vigueur.

CONSIDERANT la nécessité d'effectuer le virement de crédits sur la ligne en dépense pour l'achat d'un tapis de regroupement pour l'école maternelle et que l'intégralité de cette dépense n'était pas inscrite au budget primitif.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser les virements de crédits suivants :

| Nature | Section | Chapitre | Montant | Opération |
|-----------------------------|----------------|-----------|-----------|-----------|
| Achat tapis de regroupement | Investissement | 21 - 288 | 168,30 € | 310 |
| Transfert de crédits | Investissement | 21 - 2181 | -168,30 € | 111 |

Article 2 : De rendre compte, conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du CGCT, de la présente décision au cours de la prochaine séance du Conseil Municipal et figurera au registre des délibérations.

Article 3 : Une ampliation de la présente décision sera transmise à :

- Madame la Préfète d'Orléans,
- Monsieur le Comptable public,

Chargés chacun, en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Semoy, le 09 juillet 2024

Le Maire

Laurent BAUDE

Transmission et réception en préfecture le :

Conformément aux dispositions du code de justice administrative, le tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

-date de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département pour contrôle de légalité

-date de sa publication et/ou de sa notification